

L'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité

n°2 - avril 2014 - paraît 6 fois par année

www.journal-lessor.ch

Forum de ce numéro (pages 3 à 12)

La crise agricole en Suisse

Editorial

Pour la dignité et contre le gaspillage

Le 18 mai prochain, quatre objets fédéraux seront soumis au vote du peuple. Deux d'entre eux sont intéressants mais ne sont pas directement liés aux valeurs énumérées dans la charte de *l'essor*: l'arrêté fédéral sur les médecins de famille et l'initiative populaire pour que les pédophiles ne travaillent plus avec les enfants. Les deux autres ont fait l'objet d'une discussion au sein du comité rédactionnel: le référendum contre le mécanisme d'acquisition de 22 avions de combat Gripen et l'initiative populaire pour un salaire minimum.

Le Gripen tout d'abord. *L'essor* considère que cet achat, qui se monte à plus de trois milliards de francs, est déraisonnable du point de vue financier et inutile du point de vue de la sécurité. L'achat de nouveaux avions de combat en ce moment contrevient à toute logique financière et bloque pour de nombreuses années des milliards de francs payés par les contribuables, argent qui pourrait être mieux utilisé pour les assurances sociales. Il faudra redéfinir clairement le mandat de l'armée et en particulier le rôle de l'armée de l'air avant d'envisager tout achat de nouveaux

avions de combat. Les forces aériennes existantes suffisent à remplir les tâches de police et de défense aérienne nécessaires aujourd'hui.

L'initiative sur les salaires minimums ensuite. La Suisse est un des pays les plus prospères du monde. Sa richesse est l'œuvre des travailleurs et des travailleuses. Or, presque une personne sur 10 gagne moins de 22 francs de l'heure, soit moins de 4'000 francs par mois pour un travail à plein temps (sans 13^e mois). Pour la riche Suisse, que 330'000 personnes travaillent durement pour gagner si peu est indigne. Nombre de professions sont concernées, de la vendeuse à l'horticulteur en passant par le coiffeur et la serveuse.

Accepter l'initiative sur les salaires minimums, c'est protéger les salaires suisses de la sous-enchère. Le oui protégera aussi les patrons corrects de la concurrence à bas prix. Certains profiteurs font pression sur les salaires de leur personnel afin d'en tirer avantage. L'initiative sur les salaires minimums permet de les en empêcher. Car, si le même salaire minimum s'applique à tout le monde, les patrons ne pourront plus monter l'une contre l'autre main-d'œuvre étrangère et main-d'œuvre indigène en versant des salaires de dumping. Et c'en sera fini pour eux d'offrir des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents.

Tout le monde en bénéficiera. Les employeurs qui versent des salaires décents n'auront pas à craindre une concurrence déloyale. Les contribuables n'auront plus à régler l'addition via l'aide sociale. Et les personnes qui touchent des salaires très bas auront plus d'argent. Parce que le salaire minimum augmentera le pouvoir d'achat et créera des emplois, l'économie s'en trouvera renforcée.

Vivent les tartines

Que revivent les tartines
élaborées avec la farine de nos champs
le beurre du lait de nos vaches
et la confiture aux fruits de nos vergers!
Que revivent les tartines
loin de la mondialisation
trop génératrice de CO2
perturbatrice du climat,
responsable des malheurs de nos paysans
et de la perte d'un savoir-faire.

Pierrette Kirchner-Zufferey

Comité rédactionnel de *l'essor*

Vous avez dit «progrès» ?

Progrès, quand tu nous tiens... Une nouvelle idole a rejoint le veau d'or sur l'autel de la modernité et la pensée «prête à porter» se nourrit de lieux communs pernicious: «Qui n'avance pas recule», «Il faut être de son temps». Ou encore: «On n'arrête pas le progrès». Cet adage défaitiste aurait mérité de figurer dans le fameux *Dictionnaire des idées reçues*. Mais de quel progrès s'agit-il? Selon l'étymologie, progresser signifie avancer. Ce qui peut se faire à la descente comme à la montée. Question de direction. Or nos autorités ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Ils ont beau l'avoir long (le nez), l'œil reste myope.

On sait combien certains progrès peuvent se révéler mortifères. Sans même parler de ceux de l'industrie militaire, ceux de la chimie empoisonnent nos champs, nos rivières et nos lacs, et jusqu'à nos assiettes. «Bonne chance», comme dit Pierre Rabhi, qui propose de remplacer par cette formule le traditionnel «bon appétit». Les OGM menacent la biodiversité. La récente polémique sur les virus mutants de la grippe a mis en lumière les risques insensés que font peser certains biologistes sur la santé humaine.¹ Inutile de rappeler les dégâts trop bien connus entraînés par la recherche atomique. Dans leur propagande, qui se nourrit de fausses alternatives, les promoteurs du nucléaire accusent régulièrement leurs adversaires de vouloir en revenir à l'âge des cavernes ou de l'éclairage à la bougie. Comme s'il n'existait pas de solutions intermédiaires, et comme si des économies d'énergie étaient incompatibles avec notre confort.

La foi aveugle en la science, la confiance en sa capacité présumée de résoudre toutes les questions et de réparer nos erreurs, relève de la pensée magique. Or, c'est bien là que réside la cause des difficultés, chaque nouvelle invention engendrant de nouveaux problèmes, chaque découverte de nouvelles questions. Quand comprendra-t-on enfin que le pro-

grès technique n'est plus la solution, mais qu'il fait bel et bien partie du problème? Dans un excellent dossier sur «La face cachée du numérique», un philosophe, un sociologue et un ingénieur ont analysé l'impact environnemental des TIC (technologies de l'information et de la communication).² Le bilan de cette révolution numérique est consternant: épuisement rapide des ressources en terres rares, pollution par la mise au rebut des millions d'appareils dont le remplacement compulsif est suggéré par une publicité envahissante, et fantastique gaspillage d'énergie: «la consommation des centres de données dépasse celle du trafic aérien» affirment les auteurs, et d'ajouter: «De plus, quand on sait que la production de données pourrait être multipliée par 50 dans le monde d'ici 2020»... Tel est le vrai visage d'un progrès à courte vue, qui n'est pas perdu pour tout le monde, mais dont la facture sera réglée elle aussi par nos descendants.

La ruée vers l'or noir ou le gaz de schiste n'est pas moins inquiétante. Ici encore, ce sont les progrès de la géologie dans la recherche de combustibles fossiles qui font problème et menacent tout l'équilibre écologique. De plus, comme la *Revue durable* l'a démontré, dans un article intitulé «Les trois chiffres qui mènent à la catastrophe climatique»,³ l'état actuel estimé des réserves équivaut à cinq fois ce que nous aurions le droit de brûler pour limiter à 2 degrés le réchauffement prévu par le consensus, pourtant minimaliste, obtenu en 2009 à Copenhague sur les rejets de CO₂. Et les enjeux financiers sont tels que personne n'est assez naïf pour croire que les grands groupes pétroliers renonceront à ces profits. Pas vraiment de quoi se réjouir...

Les champions de la course à l'abîme arriveront-ils les premiers? Le malheur, c'est qu'ils y entraîneront l'humanité entière. A confondre le possible et le souhaitable, on va droit dans le mur. «Science sans conscience

n'est que ruine de l'âme»: l'avertissement de Rabelais n'a rien perdu de son actualité. Chez les scientifiques eux-mêmes, la notion de progrès est d'ailleurs remise en question. «Une autre science est possible», affirme la philosophe Isabelle Stengers, qui dénonce avec pertinence les dérives d'une accélération aveugle de la recherche.⁴ Une véritable dynamique de mouvement perpétuel s'est instaurée, et la crise de l'évaluation et les contestations du classement donnent la mesure de cette véritable inflation, dérive que le physicien Libero Zuppiroli a stigmatisée avec talent dans *La bulle universitaire*.⁵

Quant au PIB, c'est sans doute la plus belle sottise inventée par les économistes. On sait que ce calcul aveugle et pervers, qui se contente d'additionner toute activité quantifiable, aboutit à faire des accidents ou catastrophes des facteurs positifs de développement (par la prise en compte des reconstructions). C'est dire s'il est pertinent pour mesurer le bonheur des hommes! Et pourtant, malgré toutes les critiques dont il a fait l'objet, cet étalon fait encore partie intégrante des diagnostics sur la santé des nations.

Lourde est la responsabilité des politiques, obnubilés par la notion de croissance, et dont la popularité et l'espoir de réélection ne s'accommodent guère de décisions courageuses. Lourde est celle des grands médias, soumis aux pouvoirs de l'argent, et dont la diffusion se nourrit de frivolités éphémères, plus aptes à faire vendre du papier que les voix de Cassandres. Lourde enfin est celle de certains scientifiques, qui hésitent à scier la branche sur laquelle ils sont assis. L'avenir appartiendra-t-il toujours aux apprentis sorciers et au peuple des autruches?

Philippe Junod

¹ «Les furets de la discorde», in *Science et médecine*, repris dans Le Monde du 12 mars 2014.

² Fabrice Flipo, Mireille Dobré et Marion Michot, *La face cachée du numérique. L'impact environnemental des nouvelles technologies*, Editions L'Echappée, 2013.

³ Numéro de mars-mai 2013, <http://www.larevuedurable.com/fr/energie-et-climat/57-les-trois-chiffres-qui-menent-a-la-catastrophe-climatique.html>

⁴ Isabelle Stengers, *Une autre science est possible. Manifeste pour un ralentissement des sciences*. Editions La découverte, 2013.

⁵ Libero Zuppiroli, *La bulle universitaire. Faut-il poursuivre le rêve américain?* Lausanne, Editions d'en bas, 2010.

Paysan, une espèce en voie d'extinction

En Suisse, mille paysans ferment boutique chaque année, quand ils ne choisissent pas d'en finir avec la vie. Et ceux qui continuent travaillent comme des forcenés pour gagner un salaire de misère. Les épouses sont obligées de trouver un emploi à l'extérieur. En cause: une politique fédérale agricole toujours plus contraignante. Entre suicides, divorces et surcharge administrative: rencontre avec des hommes qui en ont gros sur la patate.

La paysannerie est devenue un métier à risques. Nouvelle politique fédérale, contrôles sur les surfaces et la détention des bêtes, prix du lait sous le seuil de rentabilité, les paysans suisses paient un lourd tribut à la modernisation de l'agriculture. Rien ne va plus avec le lait, à cause de son prix, beaucoup ferment leur salle de traite. Les petites laiteries disparaissent, privant les producteurs d'un lien social important.

Dès le 1^{er} janvier 2014, les paiements directs vont essentiellement au maintien du paysage et de la biodiversité plutôt qu'aux têtes de bétail. Conséquence: le cheptel va diminuer. Mais ce qui augmente, c'est le sentiment d'être sous tutelle et surtout l'incertitude quant à l'avenir. Beaucoup témoignent: on n'est plus compris, à peine tolérés pour les publicités touristiques et le profit de la grande distribution. Entre normalisation sociale et disparition, les témoignages sur le terrain ont la valeur d'un réquisitoire.

Par ce forum, *l'essor* tient à tirer la sonnette d'alarme. Il est temps que nos autorités prennent des mesures pour sauvegarder une agriculture saine et de proximité. Il est temps de lutter efficacement contre la malbouffe et de contribuer ainsi à améliorer la santé de la population.

Le comité rédactionnel de *l'essor*

Quadrature du globe

On est en droit de penser que cette année de commémoration de la petite paysannerie ressemble plus à un chant du cygne qu'à une réhabilitation de la profession. Comment en est-on arrivé là? L'état du monde agricole aujourd'hui est le fruit emblématique de la mondialisation, de la transformation structurelle de la famille, de la persistance des préjugés à l'égard des professions manuelles, par définition salissantes, fatigantes physiquement. Les paysans sont au carrefour de logiques marchandes qui les soumettent de plus en plus à une forme particulièrement pernicieuse d'esclavage, partout dans le monde. Mille facteurs y ont participé: la spéculation sur les denrées alimentaires, la concentration des structures de production et donc l'abandon des plus petites, la mécanisation galopante, l'éclatement des familles, l'emballage des exigences consommatoires, administratives, entre autres, ont tous poussé à la roue. Aujourd'hui, de multiples petites ressources sont abandonnées, les sols et les agriculteurs sont épuisés et les besoins augmentent. On l'observe dans tous les domaines, mais dans l'agriculture, le piège est particulièrement flagrant et les dégâts spécialement visibles, même si on nous les cache sous des images d'Épinal grossièrement faussées: qualité des aliments de plus en plus médiocres, pollutions de toutes sortes, bref la santé publique est prise en otage.

Que faire dans tout cet embrouillamini, entre trop grands et trop petits, obésité et sous-alimentation?

Les sept multinationales du transgénique (Monsanto, Novartis, Aventis, BASF, Du Pont de Nemours, Agrevo, Zeneca) sont également les sept plus gros producteurs de pesticides et les sept plus gros semenciers de la planète.

D'après Jean-Luc Porquet

Ne comptons pas sur les règles économiques actuelles de l'OMC et des multinationales qui les dictent en sous-main, sans reconnaissance démocratique. Il est à noter qu'un nouveau cycle de négociations (TTIP) est actuellement en cours pour aggraver encore la soumission des États aux «lois du marché». C'est au niveau des citoyens-consommateurs, des agriculteurs et donc des États que la résistance doit s'organiser. Mais là encore, nous allons devoir batailler avec nos gouvernants respectifs qui semblent s'être fait complètement lobotomiser, soumis sans alternatives aux diktats des pouvoirs économiques. Transformer les agriculteurs en jardiniers du paysage semble plein de vertus, mais n'est pas suffisant: cela ne leur correspond pas, et faire de notre pays une

carte postale pour touristes est une forme particulière de mépris pour l'ensemble de la population.

C'est donc principalement chez les «petits» que l'opposition doit s'organiser. L'aide de «grands» s'avérera indispensable. En commençant par encourager la multiplication de coopératives de toutes sortes (les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, les AMAP, sont de beaux exemples), augmenter l'autosuffisance alimentaire à 80%, accepter de manger des fruits et légumes cabossés, refuser le gaspillage indécent, manger moins de viande, et laisser tomber les fraises à Noël... Tout le monde le sait, mais la différence de prix entre pommes d'ici et bananes-oranges d'ailleurs casse l'élan et ne tient pas compte correctement des transports. Le temps pris à chercher ses aliments chez les divers producteurs complexifie le quotidien, alors que nous tous aspirons à le simplifier.

Cette lutte, soutenue par une dose massive d'utopie, pour la survie de l'agriculture familiale, et en fin de compte de l'espèce humaine, s'annonce difficile, et se devra d'être puissante, solide et longue. Les petits gestes, c'est déjà bien, mais on va devoir passer à la vitesse supérieure!

Edith Samba

Manipulation de la survie végétale: pesticides, engrais, OGM

Georges Tafelmacher, rédacteur occasionnel de l'essor, s'est opposé à un essai OGM en plein champ dans sa commune.

Les paysans souffrent à cause de la logique capitaliste appliquée à l'agriculture

Les conséquences de la logique néolibérale et de ses valeurs marchandes – la production au prix le plus bas, le profit maximal et les rendements à très court terme – entraînent la disparition des paysans en tant que producteurs indépendants et leur remplacement par des entrepreneurs industriels. En effet, pour survivre, ils doivent se conformer aux mécanismes exigés par l'idéologie néolibérale en mettant en place des pratiques qui feront disparaître la plupart d'entre eux.

Les OGM jouent un rôle prépondérant dans cette évolution car ils permettent la mécanisation de l'agriculture et son industrialisation. Ce problème est devenu mondial et maints savants prennent régulièrement la parole pour dénoncer l'imposture des OGM, véritable agression contre les paysans. Des chercheurs et responsables politiques poussent pour ouvrir toute grande la porte aux OGM sous prétexte d'autosuffisance alimentaire. Il est maintenant avéré que les OGM renforcent le modèle d'agriculture productiviste soumise à la logique industrielle, achevant d'éliminer la petite paysannerie.

Le modèle agricole, comme celui proposé par l'initiative «Une nouvelle vision de l'agriculture» du Forum économique mondial (FEM) 2013¹, est clair: il s'agit d'ouvrir toutes grandes les portes des agricultures de tous les pays aux multinationales agroalimentaires avec, pour conséquence, des paysans chassés de leurs terres pour céder la place aux monocultures industrielles, aux agrocarburants, aux engrais et pesticides chimiques

et à toute la gamme des plantes transgéniques. A aucun moment les paysans ne sont consultés; en revanche, de nombreux experts et scientifiques estiment que ce type d'agriculture est non seulement dangereux pour l'avenir de la planète, mais également dépassé et conduit à une impasse. Sous couvert de nourrir la planète, la «nouvelle vision de l'agriculture» ambitionne de fournir de nouvelles opportunités d'affaires dans ce secteur. En vantant les mérites d'une agriculture de pointe qui investit des milliards dans l'agriculture par le biais de solutions basées sur le marché, cette initiative est pilotée par l'agro-industrie mondialisée et tous les grands fabricants de semences transgéniques font pression pour imposer leurs produits partout dans le monde.

Il faut bien que les pauvres se nourrissent pour pas cher, sans quoi le diabète, le cholestérol et le cancer générés par la malbouffe ne rempliraient pas les caisses de l'industrie pharmaceutique.

Marianne,
21 au 27 mars 2014

Les milieux industriels se cooptent parmi eux et se défendent comme un seul homme en accusant leurs adversaires d'être «rétrogrades» parce qu'ils défendraient une production naturelle en conformité avec le bon sens paysan, fruit d'expériences millénaires et de pratiques permettant le renouvellement des sols. Ils laisseraient entendre que nous serions des saboteurs et des démolisseurs alors que notre opposition est nécessaire pour contrer leur despotisme et les ramener à une ligne plus juste car la déstructuration de l'agriculture pour cause de mondialisation galopante nous concerne tous. Ainsi, ils imposent leur logique en laissant

croire que les arguments des opposants servent à «empêcher notre pays à relever les défis de demain en empêchant le développement de certaines technologies ou de certaines compétences» (sic)... comme si ces «défis de demain» ne pouvaient être relevés que par cette marche forcée vers les OGM et que le développement ne peut être que celui des technologies ou compétences OGM!

En cause, la mise en concurrence, à l'échelle mondiale, des agricultures locales et familiales face aux puissantes multinationales de l'agro-alimentaire basées sur la spécialisation et la monoculture (avec force engrais chimiques, pesticides et herbicides), modèle hyper-productif et hyper-destructeur de l'agriculture, jetant dans la misère les producteurs locaux et le transfert de la population agricole vers les bidonvilles, chômage, misère et immigration. Victimes de la baisse des prix pour l'écoulement de leur marchandise, les agriculteurs deviennent ensuite otages de la hausse des prix du marché international pour importer la marchandise, d'où les émeutes de la faim.

Conclusions

Manifestement, les industriels ne respectent pas l'environnement naturel et social. Etant donné le fondement mercantile de leur fonds de commerce, leur obsession atavique de gagner des parts de marché, l'instrumentalisation qu'ils font de la problématique environnementale², nous devons les dénoncer et les mettre devant les conséquences de leurs menées en persuadant nos avocats de déposer plainte contre ces firmes pour atteinte à l'intégrité physique, morale et psychique des population et les faire payer au comptant les dégâts qu'ils nous causent. Ce n'est que face à notre désapprobation généralisée qu'ils seront rendus responsables.

suite en page 5

¹ L'agriculture et l'alimentation ont été au cœur des discussions qui se sont tenu à Davos du 25 au 29 janvier 2013, signe de l'importance que le WEF accorde aux opportunités d'affaires dans ce secteur. Il vient de nommer au poste de vice-présidente et membre du Conseil de gestion de la Fondation Josette Sheeran, directrice du Programme alimentaire mondial (PAM) depuis 2007, laquelle a pris ses nouvelles fonctions en avril 2012, à l'expiration de son mandat au PAM.

² Le business «vert» = argument de vente pour nous persuader qu'ils respectent l'environnement, leur sentiment de pouvoir nourrir le monde, sauver des vies, apporter le progrès, leur enrichissement incommensurable, etc.!

Nous devons faire pression sur nos autorités pour prolonger les prescriptions de telle sorte que les dégâts observés même quinze ans après puissent être dénoncés et déferés devant les juges. Malheureusement, la loi sur le génie génétique³ a été faite pour complaire à l'industrie génétique sous le fallacieux prétexte de sauver les emplois, garantir la prospérité et être concurrentiel, laissant toute liberté à cette industrie qui, au lieu de sauver des vies, en tue par milliers, qui, au lieu de pré-

server l'environnement, le massacre avec une inconscience sidérante.

Nous devons obliger les industries agricoles à faire des études sérieuses basées sur le long terme et cela d'entente avec les représentants d'organisations d'agriculteurs, d'ONG et de gouvernements. Ces études doivent être inscrites dans des protocoles établis par la législation et doivent étudier les dangers de ces produits avant que les industriels les lancent sur le marché. Les

entrepreneurs OGM doivent être forcés à mener ces études sous la supervision et le contrôle de scientifiques indépendants attachés à nos universités hors de leur influence dominante. L'Etat ne peut financer les cent mille études nécessaires pour prouver l'innocuité d'un nouveau produit; c'est aux industries d'étudier les conséquences à long terme d'une telle alimentation sur la santé publique et cela sous la supervision de l'Etat car les scientifiques universitaires sont là pour faire des recherches en vue de comprendre les fondamentaux de la vie et pas pour faire les études sectorielles que les industries ne veulent pas faire!

Préserver l'eau, un enjeu crucial pour l'avenir

Le gaspillage d'eau et son usage pour combler des besoins énergétiques exacerbés par la croissance menacent la survie de nombreux êtres humains. Les Nations unies tirent la sonnette d'alarme.

L'«or bleu» est en péril. Si ce constat relève de l'évidence depuis plusieurs années, les dernières études menées notamment par les Nations unies sont inquiétantes. Elles relèvent les dangers croissants qui menacent l'avenir de l'eau, sans laquelle pourtant toute vie sur terre est impossible.

2,5 milliards d'humains sans toilettes correctes

Aujourd'hui déjà, 768 millions de personnes n'ont pas accès à une source sûre et régulière et 2,5 milliards n'ont pas de sanitaires corrects, alors qu'environ 20% des aquifères de la planète sont surexploités, selon des chiffres publiés par l'ONU en mars.

Et la situation ne devrait aller qu'en s'aggravant. Sous l'effet de la croissance économique et démographique, notamment des pays émergents, la demande d'énergie va croître de plus d'un tiers d'ici 2035 – dont 60% rien que pour la Chine, l'Inde et le Proche-Orient. Or, l'énergie représente le deuxième plus gros poste de consommation d'eau au monde (15%). Elle se place derrière l'agriculture qui bat tous les records (70%), mais devant l'utilisation domestique (10%).

Quant aux énergies renouvelables, leur part ne pourra augmenter massivement que si les subventions aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) sont amputées, souligne l'Unesco.

Le facteur aggravant de la désertification

Les changements climatiques dont la désertification intensifient encore le phénomène de raréfaction de l'eau. Ainsi, d'ici 2050, plus de 40% de la population mondiale vivra dans des zones en stress hydrique «sévère», principalement dans une grande zone s'étendant du Nord de l'Afrique au Proche-Orient jusqu'à la partie ouest de l'Asie du Sud.

Consommer local

Un tableau sombre donc, qui appelle à s'interroger sur notre consommation et nos besoins réels. Or malgré leur réputation écolo, les Suisses n'ont pas de quoi être fiers. La consommation d'eau dans notre pays devrait ainsi être divisée de moitié pour passer de 4200 à 2000 litres par jour et par habitant, si l'on en croit les chiffres qu'avancait en juin dernier la Fondation suisse pour l'environnement.

Oui, vous avez bien lu: 4200 litres par jour, que la Fondation calcule comme suit: 160 litres utilisés dans le quotidien domestique et 4000 litres pour la production des biens de consommation – produits à près de 80% à l'étranger, souvent dans des pays qui souffrent d'une pénurie d'eau. Déjà, consommer local n'a jamais été si pertinent.

Aline Jaccottet / avec AFP

L'étiquetage des produits OGM devrait être obligatoire et la protection des semences est aussi réclamée afin que les semenciers locaux ne soient pas rachetés à tour de bras par les géants du secteur.

Il est important aussi de réhabiliter le «principe de précaution» pour empêcher les industriels d'inonder le marché de produits malsains et pour contrer la pratique actuelle où, pour faire interdire un produit, il faut que ce soit à l'Etat de prouver que ce produit induirait des effets néfastes⁴. Le principe de précaution, c'est l'aune à laquelle on peut mesurer l'intelligence de ce que nous faisons ici et maintenant. Même si nous n'avons aucune certitude quant à ce qui pourrait arriver demain, les probabilités de catastrophes qui menacent notre avenir devraient nous amener à une prise de conscience et à un changement salutaire de comportement. Cette conscience est finalement ce qui nous permettra de maintenir la vie sur notre Terre.

On ne veut pas la destruction de la nature par des multinationales. La biotechnologie n'est pas la solution. L'agroécologie, si!

Georges Tafelmacher

Liens

Page OGM à Pully:

<http://www.tafel.levillage.org/politic/OGM.html>

Les mythes des OGM:

<http://www.tafel.levillage.org/politic/imprimerie/OGM-mythes-Grain.html>

³ On en a fait un film «Le Génie helvétique»: <http://www.rts.ch/docs/evenement/1095198-le-genie-helvetique-mais-im-bundeshuus-un-documentaire-de-jean-stephane-bron.html>.

⁴ Par exemple, la polémique autour des sels d'aluminium dans les déodorants, ou des nanoparticules de titane dans les sous-vêtements.

Des conditions de travail dignes du Moyen Âge

Les exploitations agricoles familiales disparaissent peu à peu du paysage suisse et également partout dans le monde. Sous la pression du marché qui ne paie pas un juste prix à la production et malgré des aides considérables sous forme de paiements directs en Suisse, 4 à 5 exploitations mettent la clé sous le paillason chaque jour. En une vingtaine d'années (1990 à 2012), les exploitations agricoles ont diminué de près de 40% et cette saignée devrait se poursuivre.

C'est la forêt qui joue le rôle principal dans la formation des sols fertiles. La majorité des terres les plus fertiles vouées à l'agriculture sont d'origine forestière. Pourquoi ne pas nous référer au modèle forestier qui nous a donné des sols agricoles fertiles?

Gilles Lemieux
et Diane Germain

Les pertes des tissus sociaux dans les campagnes sont considérables! L'industrialisation de la production agricole par contre progresse: de plus en plus de travail agricole est assuré par des salarié-e-s. Les travailleurs et travailleuses agricoles, dernier maillon de la chaîne de production, pour moitié migrant-e-s, ont augmenté de près de 5% en terme de pourcentage de la population active dans l'agriculture (31'114 personnes en 2012, OFS). Les contrats saisonniers ont augmenté et les femmes représentent un nombre croissant d'actifs. Petite mains indispensables, l'agriculture industrielle demande une main-d'œuvre peu chère et à flux tendu partout dans le monde et ce avec des conditions de travail dignes du Moyen Âge

En Suisse, les conditions de travail des travailleuses et travailleurs agricoles ne sont pas soumises à la Loi fédérale sur le Travail (LTr) qui couvre 95% des employé-e-s du secteur privé. Le Code des obligations (CO) intime aux cantons à son article 359 d'édicter des contrats-types (CTT) pour les travailleurs agricoles et le service de maison. Ce sont

donc 26 différents contrat-types de travail non contraignants qui ont vu le jour au fil des années dont les disparités sont flagrantes. Les chiffres pour 2013: de 45 heures de travail hebdomadaires (Genève) à 66 heures (Glaris) tout est possible, la majorité des cantons s'alignant sur un horaire de 55 heures. Les minimas salariaux bruts horaires oscillent entre 12 fr. 75 (Valais) et 17 fr. 50 (Genève), pour les salaires mensuels entre 3090 fr. (Jura) et 3320 fr. (Vaud). La majorité des cantons s'alignant sur les recommandations de l'USP (Union suisse des paysans) de 13 fr. 25/h et 3170 fr./mois. Les travailleuses et travailleurs agricoles sont donc mal protégé-e-s et mal rémunéré-e-s!

La chaîne agroalimentaire industrielle contemporaine dépense 10 kilo-calories pour fournir 1 kilo-calorie alimentaire dans l'assiette des consommateurs (hors énergie consommée pour cuisiner). La haute productivité et le déficit énergétique de l'agriculture industrielle sont entièrement dus à la disponibilité bon marché des hydrocarbures, à ce «cadeau provisoire du passé géologique de la Terre.»

Folke Günther

Qu'en est-il de l'action et des revendications syndicales? Les syndicats SIT (Genève), l'autre syndicat (Vaud) et Unia (syndicat national) revendiquent régulièrement des améliorations substantielles des conditions de travail, un contrat-type de travail national contraignant ou un accord entre partenaires sociaux. Mais, faute d'un rapport de force favorable et d'un taux de syndicalisation significatif (principalement en Suisse allemande), ils butent sur la résistance des organisations agricoles qui refusent de se saisir sérieusement de ce dossier. Il est vrai que le travail syndical pour contacter les travailleuses et travailleurs concerné-e-s est semé d'embûches: travail saisonnier, contrôle social et pressions par les employeurs, présence syndicale sur le

terrain indispensable, faible rentabilité immédiate par les cotisations syndicales rendent l'organisation syndicale difficile et demandent un volontarisme certain de la part des syndicats.

Toutes les idéologies politiques qui ont voulu modifier le monde paysan ont échoué parce que le monde agricole ne peut être géré par des théories, il est régi par la réalité.

Olivier de Kersauson

Dans les cantons de Genève et Vaud, quelques améliorations ont pu être obtenues. A Genève par exemple, l'autorité compétente, la CRCT (Chambre des relations collectives de travail) a baissé le temps de travail à 45 heures en moyenne annuelle dès 2013. Contesté par la Chambre agricole genevoise et 64 producteurs devant le Tribunal fédéral, celui-ci les a déboutés de leurs conclusions et validé la justesse des 45 heures hebdomadaires.

Qui est appelé à réagir? Les consommateurs-trices doivent élever leur voix et refuser par exemple l'importation de fruits et légumes produits dans des conditions sociales inadmissibles. Fraises et tomates en hiver sont contraires au bon sens, à tout point de vue.

La production agricole suisse doit bénéficier de justes prix afin d'offrir des conditions de travail décentes. La Suisse ne peut pas se permettre d'ignorer les conditions de travail moyenâgeuses des travailleuses et des travailleurs agricoles et les décideurs politiques doivent faire face à leurs responsabilités.

L'agriculture nous regarde toutes et tous. Si nous voulons des aliments de bonne qualité, nous devons aussi en payer le prix!

Philippe Sauvin,
pour l'autre syndicat

Qu'allons-nous manger demain?

Le génie génétique a pris une place importante dans la recherche biomédicale pour le diagnostic et le traitement des maladies. Presque sans exception, le public considère que c'est là une avancée majeure. En revanche le génie génétique dans le domaine de la recherche sur les plantes et leur culture est fortement contesté dans toute l'Europe. Il est vrai que les agissements de certaines multinationales mues par l'appât du gain en ont donné une image détestable, ce qui a permis aux mouvements écologistes de lancer, à juste titre apparemment, des campagnes anti-OGM. Malheureusement ces campagnes manquent souvent de nuances. Elles n'en ont pas moins eu un écho favorable dans la population d'autant qu'actuellement tout ce qui touche à la Nature est très excessivement utilisé et exploité par l'industrie, alimentaire principalement.

Cette réaction négative mérite qu'on réexamine la question. Je me fonderai pour cela sur le rapport 2013 des quatre Académies suisses des sciences (sciences naturelles, sciences humaines et sociales, médicales et techniques), organismes peu susceptibles d'être à la solde de l'industrie. Dès 2005 le Programme national de recherche PNR59 a été lancé dont l'objectif était d'étudier les avantages et les risques des cultures génétiquement modifiées. Cette étude de grande ampleur a conclu que la sélection par génie génétique ne présente pas plus de risque pour les êtres humains et leur environnement que la sélection conventionnelle, et que la coexistence de plantes conventionnelles et de plantes génétiquement modifiées est possible en Suisse.

Le refus des OGM représente en fait un combat d'arrière-garde. En 1996, six pays se livraient à leur culture. Ils sont actuellement 29, dont les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Argentine, le Canada, l'Afrique du sud, l'Australie et le Mexique. Les cultures concernent surtout le soja, le maïs, le coton et le colza, de même que la tomate, la courge, la luzerne, le blé et la betterave sucrière. Soixante pays autorisent actuellement l'importation des OGM. Il apparaît même que les semences conventionnelles se faisant plus rares, leur prix d'importation augmente notablement. Beaucoup de semences OGM permettent un rendement nettement supérieur. On doit alors tenir compte du risque d'appauvrissement des sols et agir en conséquence. Quels sont les avantages apportés par les OGM? Prenons quelques exemples:

Le développement de nombreuses plantes est freiné par les mauvaises herbes mais celles-ci ne supportent pas des herbicides même peu nocifs à l'environnement, (glyphosphate). En les rendant tolérantes à cet herbicide, on augmente notablement le rendement, jusqu'à 40% pour la betterave sucrière et le colza. L'éradication des mauvaises herbes permet encore de réduire les travaux de labour avec pour conséquence moins d'émission de CO2.

La pyrale du maïs faisait d'énormes dégâts aux Etats-Unis jusqu'à ce qu'on introduise dans le maïs les gènes d'une bactérie, *Bacillus Thuringensis*, porteurs d'une

toxine pour la pyrale. Cela a permis des recettes supplémentaires de 26 milliards de dollars entre 1996 et 2009. D'autres légumes, pomme de terre, poivrons, haricots, ont aussitôt bénéficié de la réduction du ravageur.

Les espèces sauvages contiennent souvent des gènes assurant une résistance aux maladies, qualité qu'ont perdu les espèces cultivées. En identifiant ces gènes, on peut les transférer utilement aux variétés cultivées. Ce genre de gène peut se trouver dans une autre espèce; ainsi un gène tiré de l'orge a pu rendre la pomme Gala résistante à la tavelure due à un champignon, ce qui réduit sensiblement l'usage des produits phytosanitaires.

On met au point aux Etats-Unis des maïs résistant à la sécheresse et des variétés de soja enrichis en oméga 3. Ces transferts peuvent avoir des conséquences inattendues: en introduisant le gène de la résistance au mildiou à la pomme de terre, on a changé son goût et sa qualité à la cuisson.

Les études menées jusqu'ici n'ont pas révélé les dangers dus aux OGM que l'on avait décrits: contamination des espèces naturelles, apparition de substances toxiques, mort des insectes utiles, allergies. On a pu conclure que la sélection par génie génétique n'est pas plus dangereuse pour l'homme que la sélection conventionnelle. Cependant il n'y a pas de miracle, le génie génétique n'empêche pas l'apparition occasionnelle de résistance des ravageurs aux produits phytosanitaires.

Malheureusement la création et la commercialisation des semences OGM sont l'apanage d'une dizaine de multinationales dont le but est avant tout le profit et qui, fortes de leurs brevets, imposent parfois des produits discutables. Cette monopolisation est renforcée par le fait que l'autorisation de l'usage des OGM exige des tests particulièrement coûteux qui ne sont pas à la portée de tous. Il y a donc lieu d'encourager la recherche dans les institutions publiques telles nos hautes écoles qui étudient la production de semences utiles au tiers-monde: tel manioc, blé, pommes résistantes aux maladies ou riz enrichi en vitamine A. Un soutien accru à la recherche publique peut réduire la dépendance des milieux agricoles aux consortiums multinationaux et mettre dans le commerce des produits efficaces et adaptés aux besoins.

En Suisse les dispositions légales sont particulièrement exigeantes, rendant la recherche difficile jusqu'à décourager les chercheurs qui sont parfois même victimes de vandalisme. Il faut dire que nos politiques, soucieux de leur image dans une population où il est de bon ton de diaboliser les OGM, hésitent et tergiversent. Jusqu'à quand?

Dr Herbert Samuel Bonstein

Une initiative verte pour l'agriculture et l'alimentation

Le 23 janvier, lors de son assemblée des délégués à Delémont, les Verts ont décidé de lancer une initiative populaire pour des aliments sains et produits dans des conditions correctes. Cette initiative vise cinq objectifs principaux:

1. **Bien-être des animaux:** les prescriptions suisses en matière de protection des animaux doivent également s'appliquer aux produits importés, qui ne pourront plus provenir d'élevages intensifs.
2. **Protection de l'environnement:** l'initiative demande une amélioration constante des standards en vigueur, une production économe en ressources et occasionnant peu de transport.
3. **Qualité des produits:** les denrées alimentaires doivent être plus naturelles et plus saines, ce qui implique notamment de produire les composants des aliments transformés de manière écologique et dans le respect des animaux.
4. **Proximité consommateur-producteur:** l'initiative entend renforcer la commercialisation et la transformation de produits régionaux.
5. **Conditions de travail équitables:** l'initiative vise à encourager le commerce équitable.

Nous voulons une offre de produits alimentaires de qualité, sûrs, sains, évitant les transports inutiles et respectant des exigences minimales en matière écologique et sociale. Et nous voulons que ces aliments soient produits chez nous ou importés. C'est en substance notre revendication principale, résume Adèle Thorens, co-présidente des Verts suisses.

La qualité des denrées alimentaires revêt une grande importance pour le consommateur. Elle fait partie des trois principaux critères d'achat, avec le prix et la composition. Les conditions de production jouent également un rôle important. Les œufs de poules élevés en batterie, par exemple, sont rejetés par la clientèle et ont disparu des étagères. Les aliments bio se vendent de mieux en mieux. Cela se vérifie pour les fruits et légumes, mais aussi pour la viande et la charcuterie.

L'origine des produits joue aussi un rôle significatif: les consommateurs sont prêts à payer un peu plus cher pour acheter des produits de leur région.

Secrètement mais sûrement, la chimie a pris le pouvoir sur la nutrition. Ce qui se passe entre laboratoires, circuits de distribution et grands groupes agroalimentaires est une menace parfois mortelle pour la santé des habitants de cette planète.

Pierre Weill,
Mangez on s'occupe du reste

Les étiquettes ne disent pas tout

C'est dans le secteur alimentaire que la publicité se répand le plus sur la qualité des produits et sur la proximité de leur origine. Mais si l'on va dans un magasin d'alimentation et qu'on étudie les étiquettes, on constate rapidement que l'information des consommateurs est incomplète. Impossible, en particulier, de connaître les conditions de production et l'origine des ingrédients des produits hautement élaborés. On cherche en vain ces informations sur les étiquettes. Les méthodes de fabrication et les origines des composants ne sont pas déclarées. C'est ainsi que des pâtes ou des pâtisseries bourrées d'œufs de poules en batterie arrivent ainsi, à notre insu, dans notre assiette.

Les Verts veulent que le marché des denrées alimentaires soit régi par la qualité des produits plutôt que par leur prix de vente. Il est choquant que des produits locaux, soumis à des normes sociales, écologiques et sanitaires exigeantes, unanimement plébiscités chez nous, s'écoulent difficilement à cause de la concurrence de produits meilleur marché importés de pays où ces normes ne sont pas respectées.

La Suisse doit importer, mais pas n'importe quoi!

Toutefois, ne nous voilons pas la face: nous importons plus de 44% de notre alimentation et cette proportion ne va

pas diminuer avec l'urbanisation que nous connaissons. Il est donc impératif que nous donnions des règles strictes de qualité à l'importation. Or, nous n'en prenons pas le chemin.

L'introduction dans la législation fédérale du principe du Cassis de Dijon autorise la vente en Suisse de n'importe quel produit autorisé dans un pays de l'Union européenne. On peut trouver dans nos magasins du sirop dilué, du jambon bourré d'eau ou du fromage râpé trafiqué. C'est le résultat de réglementations insuffisantes, ou insuffisamment respectées dans les régions d'Europe où sévit une production industrielle peu soucieuse de l'environnement et des conditions de travail de la main-d'œuvre agricole. Ce type de production est nuisible pour les humains, mais aussi pour la nature et pour les animaux. Il implique une utilisation intensive d'engrais de synthèse, de pesticides et d'antibiotiques, et des salaires scandaleusement bas.

Economies d'énergie

Indépendamment de la qualité des produits, il faut aussi prendre en considération l'énergie consommée pour le transport des produits de la terre. Aujourd'hui encore, on charge des camions de pommes de terre cultivées en Allemagne vers l'Italie, où elles sont lavées à bon marché, pour les réexpédier en Allemagne où elles sont vendues à des consommateurs qui n'en savent rien. Il n'est pas davantage défendable qu'on puisse trouver sur le marché des asperges cultivées au Chili ou des fraises importées d'Afrique, à des prix parfois inférieurs à ceux de la production locale de saison.

En conclusion, les Verts cherchent à améliorer le contrôle de la qualité et des conditions de production et de transport des denrées alimentaires importées. Cette initiative renforcera la position des entreprises qui produisent selon les normes écologiques. En fin de compte, elle profitera aux consommateurs, tout en améliorant la protection de l'environnement.

Laurent Debrot,
député, vice-président
des Verts neuchâtelois

Crise agricole ou crise du système économique?

Crise agricole, qu'est-ce que cela veut dire? Serait-ce que le sol ne produit plus suffisamment, empoisonné par l'agrochimie? Qu'il n'y plus assez de pétrole pour faire tourner les machines? Qu'il devient impossible de lutter contre les parasites devenus résistants aux poisons de toute sorte dont on les abreuve?

La véritable richesse d'une planète est dans ses paysages, dans le rôle que nous jouons dans cette source primordiale de civilisation: l'agriculture.

Frank Herbert

A première vue, ce n'est rien de tout cela. La crise, c'est plutôt que le revenu des agriculteurs et paysans est insuffisant pour leur permettre de vivre décemment, si bien que beaucoup de personnes, en particulier des jeunes, se détournent de cette profession pourtant attrayante.

Et pendant ce temps l'industrie agrochimique (Syngenta, Novartis, etc.) se permet de modifier des plantes en s'attaquant au tissu même du vivant pour produire des organismes génétiquement modifiés (OGM) pour lesquels elle dépose des brevets. Pourtant, elle ne sait pas mieux que les paysans, ou même Monsieur Tout-le-monde, ce qu'est la vie. La vie échappe complètement à la science humaine et n'est donc pas amenable à une explication fondée sur le postulat d'objectivité. L'industrie agrochimique ne peut donc même pas prétendre qu'un OGM serait une «amélioration», et surtout, elle ne peut rien savoir des conséquences à plus long terme des perturbations qu'elle inflige au vivant.

La vie existe sur notre planète depuis des millions d'années. Les êtres vivants qui constituent la biosphère terrestre ont évolué ensemble pour produire la nature telle qu'elle existe aujourd'hui. Pour pouvoir prétendre qu'un OGM représente un avantage, il faudrait pouvoir anticiper son évolution sur des durées de millions d'années, ce que les rigolos qui s'adonnent aux modifications des

patrimoines génétiques sont bien incapables de faire. En fait, les biotechnologies – qu'il vaudrait mieux appeler nécrotechnologies – ne sont rien d'autre qu'un moyen de forcer la nature à se soumettre aux lois du marché en mettant la main sur ce qu'elle produit gratuitement et, moyennant quelques modifications très discutables, de s'en déclarer propriétaire grâce à des brevets totalement injustifiés.

Les devins de la santé publique le prédisaient, des agronomes l'annonçaient, le corps médical et la science le constatent aujourd'hui, la malbouffe, et les comportements sociaux qu'elle induit, est à l'origine directe des graves maladies qui sévissent en Occident. Elle frappe des millions de gens, avant de les envoyer à l'hôpital, puis au cimetière.

Hebdomadaire Marianne,
14 février 2014

Un être vivant doit être considéré comme un tout. Un tout n'est pas constitué de parties. Toute intrusion dans le génome aura des répercussions sur le tout auquel il appartient. Et qui sommes-nous pour prétendre que ces répercussions sont désirables ou favorables? Favorables pour qui?

L'activité agricole permet de nourrir la population et doit donc être considérée comme fondamentale. Par ailleurs, elle exige des compétences qui font appel à toutes les facultés de l'être humain, en particulier l'observation et la perception d'éventuels problèmes dans les plantations. Le malheur c'est qu'aujourd'hui on tend à supplanter ces facultés par l'utilisation d'herbicides et de pesticides qui se retrouvent ensuite dans les cours d'eau et les lacs, mettant en danger la vie des poissons, des oiseaux, des animaux sauvages et finalement aussi des êtres humains. Le danger n'est pas nécessairement immédiat, ce qui le rend encore plus sournois. Il faut se mettre dans la tête que la nature

ne nous a pas attendus pour développer des plantes en bonne santé à condition que l'on n'empêche pas les cycles naturels de se fermer correctement, ce qui implique de fertiliser le sol avec ce que nous considérons comme déchets organiques: essentiellement le fumier, mais aussi le compost obtenu par décomposition aérobie de restes de repas, de feuilles mortes et autres matières recyclables.

L'agriculture ne sert plus à nourrir les populations, mais à produire des devises.

Robert Linhart

Cela m'amène assez naturellement à dénoncer une fois de plus l'aberration que représentent les égouts et les WC. De faire caca dans l'eau potable est un non-sens même s'il est vrai que cela facilite grandement la vie des gens, surtout de ceux qui vivent en appartement. Mais la toilette à compostage, qui n'utilise pas d'eau du tout peut très bien être utilisée, même en ville. J'ai un fils qui travaille à l'Université d'Orsay et qui habite dans un appartement au 4^e étage d'une assez haute tour aux Ulys. Il a remplacé le WC par une toilette à compostage très bien conçue – beaucoup mieux que la mienne. Il permet une extraction très simple du compost qui s'accumule dans un bidon qu'il va vider de temps en temps dans une forêt proche. Mais on pourrait très bien imaginer que ces composts soient récoltés par un véhicule adéquat et valorisés dans l'agriculture. L'expérience que j'ai avec ma toilette à compostage montre qu'il s'agit d'un excellent engrais. D'autant plus que, contrairement aux boues des stations d'épuration, il n'est pas contaminé par les produits chimiques qui circulent dans les égouts. Il est très important de réaliser que l'utilisation de pesticides et d'herbicides doit être abandonnée le plus vite possible. Ces produits non seulement empoisonnent le sol, mais encore mettent en danger la santé des paysans et ouvriers agricoles. Et à plus long terme aussi la nôtre.

Pierre Lehmann

Arrêtons de trucider l'agriculture paysanne

Les sociétés humaines ont toujours pris soin de protéger leur production alimentaire parce que l'agriculture nourrit, assure la pérennité, permet les échanges, façonne le paysage et procure des rapports essentiels avec la nature. L'agriculture dépendante des aléas de la nature est différente de l'économie industrielle. Pour cette raison, on a établi une concertation pour établir les prix et les modes de production. La politique néolibérale ouvre les marchés agricoles nationaux en supprimant ces marchés régulés, met en concurrence ouverte les producteurs à tous niveaux et tous horizons confondus. Rappelons que les marchés régulés de toutes les branches à l'échelle nationale étaient organisés en triangulaire entre l'Etat, le commerce et les producteurs organisés.

Cette régulation mettait la production agricole à l'abri des effets directs du marché capitaliste. Elle protégeait une diversification des productions végétales et animales en rapport avec les conditions naturelles des écosystèmes agricoles. Les exploitations, par leur grandeur, étaient mieux à même d'occuper la diversité du terrain avec la polyvalence des productions; elles permettaient des échanges et des cycles de matières internes à l'exploitation, occupaient une main-d'œuvre plus abondante, réduisaient l'impact sur la nature et alimentaient les marchés locaux.

C'est là les grandes lignes qui caractérisent l'agriculture paysanne, valorisant le «gratuit» provenant de la nature: fourrage, eau, fertilité, biodiversité, etc., en opposition avec la ferme industrialisée qui se caractérise par le déséquilibre de ses productions internes qui doivent être remplacées par des «intrants»: finance, chimique, génétique, vétérinaire, phytosanitaire, mécanique, énergétique, numérique, etc.

En Europe, 69% des exploitations possèdent moins de 5 hectares de terre; la moyenne française est de 52 ha, l'Allemagne 46 ha, la Suisse 19 ha. En comparaison des autres pays fortement industrialisés, l'agriculture suisse garde encore certaines caractéristiques de l'agriculture paysanne. Mais la libéralisation des marchés et la levée des protections douanières soumettent l'agriculture à une concurrence mortifère. Alors que nous ne sommes qu'au début du calendrier libéral, chaque année 1600 à 1800 exploitations disparaissent pour s'établir à 58'000 aujourd'hui. Chaque niche de production est explorée par les multinationales: les OGM ou la «vache à hublot» représentent la dynamique en cours. Pour le producteur, qui croule sous le travail, le recours à l'industrialisation est facilement sollicité. Pourtant, c'est essentiellement par là que s'enfuit la plus-value de son travail, c'est par là qu'il perd la multitude de ses savoir-faire, c'est par là qu'il recourt à un revenu externe pour amortir ses dettes, c'est par là que s'introduit la monotonie, le découragement et la rupture générationnelle. Pour le capital, l'agriculture est devenue un lieu de placement et de spéculation et lui permet de nouveaux

transferts de richesse des campagnes vers les centres économiques, des pays du Sud vers les citadelles impérialistes.

Quel avenir pour l'agriculture helvétique?

Au regard des étables à plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers de vaches, des champs de 50'000 ha de céréale, des incubateurs de 100'000 poussins, des porcheries à 50'000 porcs, quelle direction donner à l'agriculture suisse? En premier lieu, il est évident que le territoire ne suffirait pas à produire les besoins alimentaires de la population. Même avec l'agriculture la plus performante, la barre des 50 à 60% d'auto-provisionnement restera de mise. Les autorités fédérales ont fait le choix d'intégrer l'agriculture dans le marché mondial. Elles se complaisent avec l'OMC et elles se préparent à l'ouverture du marché laitier européen.

La politique agricole 14-17 qui vient d'entrer en vigueur pour quatre ans prépare ce passage tout en donnant les coudées franches à la restructuration en cours, en déplaçant les paiements directs au profit des grandes exploitations. La production céréalière alimentaire et fourragère qui couvre pourtant les 50% des besoins est condamnée par la réduction des paiements directs qu'elle vient de subir. L'aviculture, déjà intégrée dans la mondialisation, est un exemple flagrant des changements qui passent incognito: auto-suffisant à 50% en poulets et œufs, nous importons tous les poussins nécessaires à cette production soit des dizaines de millions annuellement (chaque Suisse consomme annuellement 13 poulets et 200 œufs, ce qui représente un parc d'environ 100 millions de gallinacés). Le lait rentre dans ce marché mondial par la grande porte des contradictions; nous exportons 48% (2012) du lait sous forme de fromage alors que nous importons de l'Argentine et du Brésil 400'000 tonnes de farine fourragère dont une grande part pour nos laitières! Le renoncement à ce produit d'exportation libérerait des milliers d'hectares de terre et réduirait les transports inutiles et polluants.

La position des organisations paysannes

L'Union Suisse des Paysans (USP), dirigée par un triumvirat des partis néolibéraux, ne cherche qu'à modifier l'ombre de cette politique fédérale, elle gesticule alors que ses liens avec l'agroéconomie sont patents; la grande majorité de ses structures sont gérées par d'autres personnes affiliées à leurs partis. Pourtant composé d'un tissu coopératif et associatif remarquable depuis le début du vingtième siècle, ce milieu agricole est à quelques exceptions près inféodé par le management.

Politiquement, l'USP va dans la même direction que le Conseil fédéral quand elle donne son feu vert à l'accord

de libre-échange avec la Chine simplement parce qu'elle y trouve un débouché pour la poudre de lait. L'ouverture du marché laitier au marché européen – dit la ligne blanche – qui va certainement entraîner une douloureuse concurrence pour les producteurs suisses, semble laisser de marbre l'USP et même Uniterre qui a laissé tomber des assemblées de producteurs pourtant prometteuse sur ce thème. L'initiative populaire de l'USP «Pour la sécurité alimentaire» reflète cette adaptation à l'inexorable évolution. Son texte de loi reste dans les grandes généralités, sans dire quoi, comment et à quelles conditions pour les producteurs, la nature et l'économie rurale en général. Cette initiative, «posée sur l'écran TV» du «Temps Présent» consacré dernièrement au drame de l'agriculture, ne retiendra rien de sa chute! L'USP esquive l'œil du cyclone des technosciences libérales qui détruit les exploitations une par une, elle le considère comme un phénomène naturel et irrémédiable. Elle joue sur les mots et l'émotionnel de la paysannerie flonflon, elle caresse le citoyen tout en cachant au consommateur la qualité des produits alimentaires qui seront toujours plus affectés par les technosciences, Exemple: 50 tonnes d'antibiotiques sont importés pour l'agriculture suisse – qui ne sont pas utilisés pour les besoins des animaux mais pour pallier les effets du productivisme – 80% de nos vaches suisse sont tarées avec des antibiotiques!

Ce projet de loi est aux antipodes de la souveraineté alimentaire dans le sens qu'il laisse la commande au capital sur l'agriculture, les producteurs qui y tra-

vailent et la nature; il écarte la place de la raison et de la démocratie et fait fi des besoins alimentaires de la planète. L'avenir de l'agriculture dépend de la capacité du monde agricole avec l'appui de la société de déconnecter l'agriculture de l'OMC, de lutter contre les accords de libre-échange afin de sortir d'un cycle destructeur. Luttons pour une agriculture souveraine afin de préserver et défendre une paysannerie seule à même d'optimiser une agriculture durable, indemne de poisons, respectueuse des travailleurs et de la nature. Cette agriculture-là est porteuse d'avenir et de passion, en opposition à l'agro-industrie qui rejette et aliène des centaines de millions d'êtres humains.

Selon les estimations de plusieurs conseillers nationaux, l'agriculture suisse coûte annuellement 7 à 8 milliards aux caisses publiques. Un tel montant pour en fin de compte pousser l'agriculture existante vers l'abîme! Ce constat mérite de poser une alternative: à quand une initiative populaire pour stopper l'hémorragie des exploitations, favoriser la polyculture et la diversité, pour des marchés régulés, pour favoriser les reprises par les jeunes, pour une extension de la production biologique, pour une primauté aux importations équitables et durables? Disons STOP aux clefs sous le paillasson! 7 ou 8 milliards, OUI! Mais pour une agriculture paysanne durable dans tous les sens du terme!

Paul Sautebin, paysan, La Ferrière

Le gaspillage et le mépris

Il y a une vingtaine d'années, chaque propriétaire de vergers, d'arbres fruitiers, ramassait les fruits – pommes ou poires –, les triait, éliminait les fruits pourris, ensachait toute sa récolte et allait la livrer à un centre de ramassage qui faisait du jus de pommes ou de poires. Ce pur jus, qui était doux, constituait une boisson familiale surtout prisée des enfants. Avec le temps ce jus fermentait et donnait un cidre qui était consommé par tous les paysans lors des travaux des champs ou lors des repas quotidiens. Les revenus engendrés par cette récolte n'étaient pas bien élevés, ils se résumaient à quelques centaines de francs mais cela permettait quelques petits superflus qui étaient les bienvenus.

Aujourd'hui, lorsqu'on se promène en automne dans nos campagnes, on constate que les fruits en question gisent dans l'herbe au pied des arbres et que personne ne les ramasse plus; dévorés par les guêpes,

ils pourrissent en tas jusqu'à être recouverts par la neige de décembre. Personne n'ose s'aventurer sous ces fruitiers privés pour en ramasser les fruits, d'ailleurs je ne suis pas certaine que les intrus seraient bien accueillis. On défend sa propriété et on laisse perdre les fruits qui pourraient réjouir des familles dont les revenus ne peuvent pas permettre l'achat en magasin. Pourquoi n'y a-t-il aucun système d'entraide qui

permettrait la récolte de ces fruits inutilisés, rendant ainsi service autant aux agriculteurs qu'aux personnes désargentées et sans doute aux enfants?

Depuis deux ans je fais une triste expérience. N'étant plus apte à grimper au sommet de mon cerisier, j'installe une échelle et invite amis et connaissances à venir cueillir des fruits noirs, juteux et sucrés. Personne ne vient. Si je cueille moi-même et vais porter les fruits à ceux que j'espérais voir dans mon jardin, alors là, je suis accueillie avec reconnaissance, avec des éclats de bonheur, avec gourmandise et gratitude. Que faut-il en déduire? Manque de temps, paresse, désintérêt, peur et ignorance de la nature? Heureusement les étourneaux ne ménagent ni leurs pépiements, ni leur boulimie. Ils dépouillent mon arbre en quelques tours de becs, je les en remercie.

La paysannerie ne représente plus que 2,5% de la population et la France est en dépendance alimentaire. Les artisans mettent la clé sous la porte, le commerce de proximité est remplacé par des enseignes franchisées qui importent de la merde délocalisée.

Marianne,
21 au 27 mars 2014

Mousse Boulanger

Sacrée amarante!

Diverses espèces d'amarantes sont cultivées pour l'alimentation en Asie, en Amérique et en Afrique. Elles jouèrent aussi un rôle alimentaire important dans les civilisations mayas, aztèques et incas. Depuis plusieurs millénaires, les graines ont été consommées grillées ou apprêtées sous forme de farine, tandis que les feuilles étaient cuisinées comme légumes verts. Pour le peuple aztèque, l'amarante possédait une valeur nutritionnelle, thérapeutique et rituelle. Mais, après la conquête espagnole du Mexique, la culture fut interdite, car elle servait dans divers offices religieux aztèques. Du fait de cette interdiction et de la violente répression qui sévissait à l'encontre des jardiniers qui continuaient à la cultiver, l'amarante a presque totalement disparu de l'alimentation mexicaine alors même qu'elle entrait dans la constitution de très nombreux plats aztèques.

Cette plante fait reparler d'elle ces derniers temps, puisque les herbicides utilisés dans les plantations d'OGM l'ont rendue plus forte. Doit-on s'en réjouir? La réponse est: oui! La plante s'est adaptée à son environnement et s'est démultipliée; rien qu'aux Etats-Unis, 5000 hectares de soja transgénique ont dû être abandonnés par les agriculteurs, et 50'000 autres de par le monde sont gravement menacés. Cette panique est due à l'amarante qui a décidé de faire de la résistance face au géant de l'industrie chimique. Insolente, cette plante mutante prolifère et défie l'herbicide à base de glyphosphate, auquel nulle mauvaise herbe n'est censée résister. Mieux, cet herbicide à base de glyphosphate et d'ammonium a exercé sur l'amarante une pression énorme qui a encore accru sa vitesse d'adaptation. Ainsi, suite aux traitements sélectifs des champs, un gène de résistance aux herbicides a, semble-t-il, donné naissance à une plante hybride. Et depuis, l'amarante est devenue impossible à éliminer. Et ceci n'est pas pour nous déplaire, bien entendu.

En ces temps difficiles, où la famine frappe plus d'un milliard d'êtres

humains, rien qu'en 2007 le nombre des morts dû à la faim s'élevait à plus de 6 millions de personnes. Comment y remédier? La solution nous vient de cette plante si appréciée jadis par les Incas. En effet, la seule solution pour se débarrasser de l'amarante considérée par les industriels comme étant une mauvaise herbe, c'est de l'arracher à la main, comme on le faisait autrefois, mais ce n'est pas possible étant donné l'étendue des cultures. En outre, ces herbes, profondément enracinées sont très difficiles à arracher, si bien que des milliers d'hectares de terre cultivable sont menacés d'abandon.

La société industrielle pourchasse le paysan.

Raymond Delatouche

Lorsque la plante sacrée des Incas fait de la résistance face au Roi des désherbants, c'est un formidable espoir pour nourrir l'Humanité et un beau pied de nez à la chimie dévastatrice. Mais au fait, d'où vient le nom de cette plante indisciplinée? Amarante se dit en grec «amarantos» qui signifie «qui ne flétrit pas». De plus, c'est l'une des rares fleurs à avoir donné son nom à une couleur. D'origine tropicale, cette plante porte des inflorescences rouge pourpre, ressemblant à de longues queues, d'où le nom de «queue de renard». Elle possède en outre une saveur épicée, très appréciée. Ses feuilles se cuisinent comme les épinards. On en utilise également les graines que l'on apprête comme le quinoa, nature cuite à l'eau, ou en risotto.

Mais n'allez pas vous méprendre, ce n'est pas une céréale, c'est une herbacée annuelle. Lorsque l'on compare cette minuscule petite graine avec d'autres céréales, sa richesse nutritionnelle la place loin devant, tant quantitativement que qualitativement. En effet, l'amarante contient plus de protéines que la plupart des autres céréales, notamment de la lysine, de la méthionine et du tryptophane. De plus, ses acides aminés sont plus équilibrés. L'amarante est

une excellente source de magnésium, de fer, de phosphore, de cuivre et de zinc, elle est riche en potassium et en acide folique, elle contient de l'acide pantothénique, du calcium, de la riboflavine, de la vitamine B6, de la vitamine C, de la thiamine et de la niacine. Elle contient deux fois plus de fer et quatre fois plus de calcium que le blé dur. Et elle est totalement exempte de gluten! Cette information va plaire aux personnes allergiques.

Considérée pendant longtemps comme le légume du pauvre, l'amarante est digne de cette appellation qui pourrait bien la servir aujourd'hui dans le tiers monde. On peut donc dire qu'elle avait un surnom prédestiné, car elle est une vraie bombe nutritionnelle. L'amarante pourrait améliorer efficacement la nutrition dans les zones sèches et ce, de manière durable, et elle pourrait nourrir deux fois plus de personnes par unité de surface qu'une céréale traditionnelle. Cette plante extraordinaire qui nous vient du passé constitue une percée dans la lutte contre l'insécurité alimentaire du tiers monde. L'amarante génère des rendements bien plus importants que d'autres plantes à graines. Elle n'est pas exigeante, elle pousse sur le sol le plus pauvre et résiste à la sécheresse, aux parasites et aux maladies. Que demander de plus? Sa culture exige donc moins de temps et d'argent, et s'avère plus écologique que celle des plantes nécessitant des pesticides. D'autre part, sa période de maturation n'est que de 45 à 75 jours, et elle ne nécessite qu'un tiers de l'eau utilisée pour d'autres plantes à graines dans des conditions de culture similaires. Il est donc légitime de se poser la question fondamentale: mais qu'attend donc l'OMS pour en encourager la culture?

Emilie Salamin-Amar

De Berlin à Busan

En vue de l'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (COE) qui devait se tenir sur son sol, le Conseil national des Eglises de Corée (du Sud, KNCC) a pris une initiative courageuse, il y a trois ans: lancer un train de la paix traversant huit pays, de Berlin à Busan, pour promouvoir la réconciliation et la réunification des deux pays séparés. Malgré les multiples obstacles et la veulerie des sceptiques, cent vingt participants ont tenu ce pari hardi, et ont relié la capitale allemande à la Corée du Sud en 23 jours. Cet article est un résumé du récit du pasteur Théo Buss qui a participé à cette grande aventure.

Le périple commença à Berlin le 6 octobre, avec un symposium de la paix pour rappeler que les chrétiens de l'ex-RDA priaient en masse en 1988-89 dans les Eglises du pays, en faveur de la réunification. Le Mur de Berlin tomba le 9 novembre 1989... Avec les participants au Train de la paix, nous nous rendîmes sur le site de la commémoration de ce Mur défunt, pour rendre hommage aux victimes, et nous en prendre à la folie des humains, qui s'entêtent à ériger des murs de la honte.

Le signal du départ fut donné lors d'une célébration aux chandelles devant la Porte de Brandebourg où s'est élevé le mur divisant les Allemagnes de 1961 à 1989. «*De vos épées, faites des socs*», rappela la pasteure Ulrike Trautwein, citant le prophète Esaïe (2:4). Puis nous avons embarqué dans le Transsibérien, pour traverser d'un trait la Pologne, la Biélorussie et l'ouest de la Russie. Pèlerins de 18 à 78 ans, en provenance de 16 pays, avec une majorité de Coréens, nous commençons à faire connaissance...

La cathédrale du Saint-Sauveur reconstruite

A Moscou nous attendait un *madang*¹, terme qui désigne la cour intérieure des maisons coréennes traditionnelles, espace de rencontre

et de partage, de célébration et de vie en communauté, où l'on reçoit... Des spécialistes russes, allemands, coréens, ainsi que des représentants des Eglises évangéliques et du COE nous expliquèrent la situation des deux Corées et leurs engagements respectifs. De dialogue, point. Tout laissait entendre que le dignitaire de l'Eglise de Moscou, le métropolite Hilarion, avait plus important à faire que de passer un moment avec ces pèlerins trublions...

On nous fit visiter le Kremlin et l'Eglise du Saint-Sauveur, au centre de la capitale de l'empire de Poutine. Cette nouvelle cathédrale vient d'être reconstruite, en style triomphaliste, sur l'emplacement de l'ancienne, que Staline avait fait démolir pour y mettre une gigantesque piscine.

La déception de l'Oural

Nous attendions tous des montagnes d'une certaine importance... il n'en fut rien. Au nord, il y a des élévations à 1400 m, à ce qu'il paraît. Par contre, dans les vastes plaines, les villes réputées se succédaient, dont certaines avec de magnifiques églises à dômes dorés, noms en partie fameux grâce au *Michel Strogoff* de Jules Verne: Yaroslavl, Perm, Ekaterinbourg, Omsk, Novosibirsk, Tomsk, Krasnoïarsk. Dommage, nous n'en connaissons que les gares: arrêts de vingt minutes... Nous enjambons des fleuves non moins légendaires, somptueux, comme la Volga, son affluent le Kama, l'Ob, le Iénisséï, pour arriver à Irkoutsk en Sibérie centrale, au bout de quatre jours et cinq nuits.

Nous fraternisons, nous nous invitons d'un compartiment à l'autre, nous partageons nos provisions. Tous les matins, la méditation se fait par compartiment, avec les livrets de liturgie et de chants préparés par les Coréens en anglais et coréen. Deux équipes de télévision nous accompagnent, une coréenne et une allemande.

L'enchantement du lac Baïkal

Tout superlatif reste au-dessous de la réalité: 31'500 km² (superficie de la Belgique), lac le plus profond du monde (1642 m), plus grand réservoir d'eau douce (20% des réserves mondiales). Espèces uniques d'otaries, de poissons, de crustacés, d'algues... Pendant l'exposé sur le lac de la directrice de l'Institut d'études limnologiques (Natalia), la neige tombe. A la sortie, photo de groupe mouvementée, bataille de boules de neige; nos pèlerins africains – une douzaine – touchent la neige pour la première fois! Toute la ville d'Irkoutsk est blanche, les alentours également. Le prêtre orthodoxe, Evguéni Alexandrovitch, nous présente aussi un exposé, et reconnaît: «*Nous vivons une double crise, anthropologique et écologique. Nous ne pouvons surmonter la crise écologique si nous ne résolvons pas notre crise spirituelle.*»

Un soir, on me donne deux heures pour partager mon expérience comme volontaire dans le cadre du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et Israël (EAPPI, été 2011). Après mon introduction, mes jeunes collègues du Train de la paix réfléchissent à la question «*Quelles sont les différences et les ressemblances entre la situation des deux Corées et celle de Palestine/Israël?*» Les résultats des groupes de travail des jeunes Coréens reflètent une haute conscience et une excellente connaissance de ces deux situations. Ils soulignent en particulier ce parallèle: il s'agit de séquelles du colonialisme.

Le lendemain, nous visitons le magnifique village d'Antonov, sorte de Ballenberg local, encore sous la neige, au bord du fleuve Angara, le seul effluent du lac. Puis nous arrivons au bord du Baïkal, une des merveilles du monde: extraordinaire, fascinant, éblouissant, aux reflets rutilants, aux couleurs chatoyantes, sous le soleil qui est revenu.

¹ A l'Assemblée du COE de Busan, le terme madang désigne l'immense espace d'exposition où mouvements, ONG et groupes de base – en général plus engagés que les Eglises institutionnelles – se présentent à travers des stands, des débats, de la musique, de la danse.

De Berlin à Busan (suite)

Pendant la nuit suivante, nous montons dans le train Irkoutsk-Beijing. Le wagon-restaurant est tenu par des femmes mongoles: cuisine et service remarquables. L'arrêt à Oulan-Bator est l'occasion de photographier la place de la gare. Image récurrente dans la banlieue de la capitale mongole: enclos familial, dans laquelle est plantée la yourte, avec une cabane attenante (WC, je suppose), et la voiture parquée à côté. Mais bien sûr, il y a aussi les édifices de style soviétique. Les grandes plaines de Mongolie sont soit désertes, soit habitées par des paysans sédentaires, qui élèvent des vaches et de petits chevaux. Emotion: nous voyons aussi des chameaux.

La fameuse Muraille

Changement de tableau après le passage de la frontière: les villages et les villes chinoises sont très densément peuplés, avec moult immeubles de plus de douze étages. Alors que nous nous rapprochons de plus en plus de Beijing, un cri enthousiaste retentit: la Muraille de Chine! Ce tronçon est en assez bon état, accroché à un relief comparable à une montagne escarpée du Jura, par exemple le Chasseron.

Notre pèlerinage de paix passe par des églises, par exemple celle de Hidian, dans un quartier du centre. Elle compte 7000 fidèles, célèbre cinq cultes dominicaux, dont un en anglais, et baptise 4000 jeunes adultes chaque année. Cette Eglise-mère, fondée en 1931, a engendré cinq églises «partenaires», comptant chacune quelque 10'000 membres, nous explique l'un des 14 pasteurs (en passant sous silence les années Mao). Comme la plupart des Eglises de la mouvance protestante, celle-ci fait partie des Eglises triplement autonomes et se nomme «*post-denominational*», donc ni anglicane, ni baptiste, ni réformée. Elles vivent donc très bien sans missionnaires, sans appui financier de l'extérieur, et sont affiliées au Conseil chrétien. Le pasteur qui nous accueille en est persuadé: l'avenir du christianisme est dans le Sud!

C'est ici que nous attend la nouvelle fatidique: nous ne pourrions aller à Pyongyang. La raison n'est pas aussi évidente. Bien sûr, il y avait des réticences en Corée du Nord d'accueillir un groupe aussi grand que le nôtre, ainsi que dans des Eglises anti-communistes membres du KNCC. Mais, m'ont confié plusieurs Coréens qui avaient participé aux négociations entre Coréens des deux bords et Chinois, la raison principale est à chercher à... Genève: au secrétariat général, on a tergiversé au lieu de soutenir le Train de la paix, pour des raisons qui restent obscures. Ce qui est certain, c'est que cette attitude interrompt une politique constante du COE, qui depuis le début des années 80 a pris de nombreuses initiatives en faveur de l'unité coréenne.

Les Coréens, qui formaient le plus gros contingent des participants au pèlerinage, souffrent de la situation apparemment sans issue du conflit. A plusieurs reprises j'en ai vu qui pleuraient ou sanglotaient.

L'étonnante région de Dandong

Les Coréens du KNCC avaient prévu un excellent plan B, qui va se dérouler sans aucun accroc. Nous passons une nuit dans le train qui relie Beijing et Dandong, une ville de 700'000 habitants environ, dont les Chinois sont en train de faire une tête de pont pour la relation avec la Corée du Nord. Jugez-en plutôt: construction d'une autoroute, en cours de finition, d'une ligne de chemin de fer à haute vitesse, d'un magnifique pont sur la rivière frontière Yalu. En vue de son ouverture, les ouvriers travaillent 24 h sur 24 à la construction d'un tout nouveau quartier de Dandong: les larges avenues et les immeubles sont quasi prêts pour accueillir 9000 habitants, des centres commerciaux et entreprises mixtes...

Pendant deux jours, nous avons pu observer un peu de ce qui se passe «en face», dans la ville de Shiniju: pêcheurs à la ligne, cyclistes, éclairage fonctionnant une heure par nuit, usines du temps de l'occupation japonaise tombant en douve. Lorsque

nous sommes passés tout près de la rive nord-coréenne, en bateau, les Nord-Coréens n'ont pas réagi à nos signes de la main.

C'est ici que viennent les montgolfières... Hautes d'un mètre environ, équipées en combustible par des particuliers sur le quai même du fleuve Yalu, elles représentent un signe d'amitié écrit au stylo feutre aux Nord-Coréens. Par une belle soirée étoilée, le vent d'ouest poussait en quelques minutes ces messages d'espoir sur l'autre rive.

Busan, ou l'apothéose du Train

Après une dernière nuit en Chine, nous arrivons en bus au port de Dangdong et nous embarquons sur le ferry *Oriental Pearl VI*, avec 800 passagers. Le lendemain matin, nous sommes à Incheon et, à midi, nous arrivons en bus à Séoul, où le maire nous souhaite la bienvenue devant sa mairie. Les six Africains qui nous avaient quittés à Irkoutsk pour n'avoir pas obtenu le visa chinois sont au rendez-vous, dans la joie et l'amitié.

Le soir même, le train à grande vitesse – fabriqué en Corée – nous dépose à Busan, où l'accueil des autorités et des Eglises coréennes est à la hauteur de nos attentes. Le délire est sensible! Le lendemain, mardi 29 octobre, le culte de clôture est célébré dans l'émotion intense, la ferveur et l'amitié franche, mettant un point final à cette magnifique expérience spirituelle, politique et interculturelle. Seule ombre au tableau: l'absence de tout représentant du COE. Personnellement, j'en retire un grand enrichissement, de nouvelles amitiés, en particulier avec des Coréens, aimables en tous points, modèles d'hospitalité et d'efficacité.

Le lendemain 30 octobre commençait dans l'immense complexe moderne BEXCO (grand comme plusieurs fois Palexpo) l'Assemblée du COE, la septième à laquelle je participe. Mais ceci est une autre histoire...

Théo Buss

Les frontières de la tolérance

Simone de Reyff, Michel Viegnès, Jean Rimeaux, Editions Alphil, 2013



Les colloques interdisciplinaires sur les valeurs, dont les chapitres de ce livre forment la première série, ont eu lieu chaque année entre 2009 et 2012, dans le cadre du Programme interdisciplinaire d'études catholiques de l'Université de Fribourg.

Ce volume inaugure une collection où sont interrogées quatre valeurs fondamentales de notre identité individuelle et collective, entre hier et aujourd'hui: Les Frontières de la tolérance; Sauver l'honneur?; Risquer la confiance; Le Sacré et ses doubles. Il réunit des contributions provenant de différentes disciplines (philosophie, théologie, littérature, histoire de l'art, sciences historiques) et des témoignages d'acteurs de terrain (droit, politique).

Cet ouvrage, comme les trois autres, rassemble des contributions dont la

diversité tient à la fois à l'interdisciplinarité et au point de vue propre à chaque auteur.

La tolérance, en tant que valeur, repose sur un questionnement permanent, lié non seulement à une pensée de l'autre et de la différence, mais aussi aux convictions qui fondent le rapport au réel, ce qui revient à s'interroger sur les frontières mêmes de la tolérance.

Ce sujet fondamental revu aujourd'hui en fonction d'une évolution des mœurs et des habitudes touche des questions que chacun devrait se poser telles que la morale, l'hypocrisie et le laisser-aller. Dans le chapitre: *De la tolérance en politique*, l'apport de Jacques Neirinck est éclairant: «Le mot lui-même, affirme-t-il, a deux acceptations, qui ne sont pas séparées par

une nuance, mais par une véritable antinomie: il y a tolérance et tolérance, l'une négative comme synonyme de condescendance à l'égard de ce que l'on peut ou ne veut empêcher, tout en le tenant pour fondamentalement mauvais; l'autre positive pour désigner le choix de ne pas persécuter ceux qui pensent autrement que soi parce qu'on les respecte en tant qu'êtres humains et qu'ils ont peut-être raison alors que soi-même on a tort. La première utilisation du mot est dédaigneuse, la seconde respectueuse.»

Ce sujet passionnant ouvre la voie à un débat entre tous ceux et toutes celles qui ont à cœur d'envisager l'avenir de façon non sectaire et partidaire.

Pierrette Iselin

Touche de nostalgie

Il était une fois la machine à écrire

Le comité rédactionnel de *l'essor* a visité début février un musée pas comme les autres: celui de la machine à écrire. Rencontre avec Jacques Perrier, qui s'en occupe depuis 30 ans.

Pour découvrir le royaume de Jacques Perrier, il faut avoir l'œil: son discret musée est situé dans une petite rue de Lausanne, et il faut descendre une volée d'escaliers menant à un sous-sol pour y pénétrer. Mais quel sous-sol! Allemandes, arabes, anglaises, françaises ou italiennes, une rangée impressionnante de 250 machines à écrire récompensent le visiteur de sa curiosité. Le temps s'est figé à l'époque glorieuse des Olympia, Hermès et autres Olivetti.

En coréen et en arabe

Ici une machine allemande de la Deuxième Guerre mondiale, là une autre aux caractères hébreux et arabe, puis une Smith Corona qui écrit en coréen et des pièces rares chinoises et japonaises... Autant de pièces surprenantes qui ramènent à une époque révolue, celle d'avant les ordinateurs, l'invention d'internet, et... la surveillance de la NSA.

Trente ans d'amour

«La machine à écrire, c'est bien plus qu'un engin noir avec des touches. Elle est le fruit de la réflexion de gens qui aimaient l'écriture», souligne Jacques Perrier, maître des lieux. Trente ans bientôt que ce spécialiste chérit ses machines, une passion atypique héritée de son père Charles Perrier, réparateur de machines à écrire depuis 1937. Le fils perpétue la tradition avec

brio: l'un de ses engins a même figuré dans le film français «Populaire», sorti en 2012 et qui raconte l'histoire de Rose Pamphyle, dactylo prodige de la fin des années 50. Le producteur était venu exprès de Paris pour rencontrer Jacques Perrier, puis l'a invité ensuite trois mois sur le tournage pour soigner les machines à écrire.

Raconter une révolution

Chronophage et coûteux, l'amour de Jacques Perrier pour ses machines à écrire n'est pas toujours facile à vivre. «Je ne reçois aucun subside, c'est donc à moi de payer la location de ces lieux qui sont trop petits pour exposer les mille pièces que je possède au total», explique-t-il en avouant que cela représente «un sacrifice financier important». Jacques Perrier rêve de trouver un endroit plus vaste pour exposer au grand jour ses belles machines à écrire. Et continuer de raconter, encore et inlassablement, l'époque révolutionnaire dont leur présence témoigne.

Aline Jaccottet

CENTRALE NUCLEAIRE = LE CANCER ET LA RUINE

Selon le dictionnaire, un anagramme est un mot formé des lettres d'un autre mot disposées dans un ordre différent. Exemple: gare est l'anagramme de rage. Un de nos lecteurs, Paul Bonny, qui a publié un article dans notre dernier numéro, nous signale que l'anagramme de centrale nucléaire est: le cancer et la ruine. Il ajoute: même notre langue s'évertue à nous mettre en garde contre ce fléau! Pathétique.



Pour l'amélioration des conditions des paysans

Madame Christine Bühler, Tavannoise, paysanne, présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales, nommée «Femme de l'année 2013», se bat pour que les conditions des paysans s'améliorent et que leur travail soit reconnu à sa juste valeur. Elle tisse des liens solides entre producteurs et consommateurs avec le projet baptisé «Sain et saveur – notre savoir-faire» qui met en valeur les produits de la terre à travers le site «agriculture.ch», dixit la RTS, 1^{ère} chaîne, du 6 mars 2014.

Communiqué par
Pierrette Kirchner-Zufferey

Une halle commune

Un toit commun pour les produits du Jorat: une halle de 650 mètres carrés pourrait voir le jour prochainement sur la commune de Carouge/Mézière afin d'abriter deux commerces se partageant la même clientèle: la brasserie artisanale de Vulliens et l'Armoire à Brume de Servion. Les deux enseignes fabriqueront leurs produits dans cette halle aménagée en brasserie et en fumoir à viande et poisson. Elles vendront leurs produits sur place, dans leur magasin et leur espace de dégustation.

24 Heures du 5 mars 2014
Communiqué par
Pierrette Kirchner-Zufferey

Pour une alimentation écologique

Lors de leur assemblée générale du 22 mars, les Verts neuchâtelois ont unanimement voté une résolution par laquelle ils demandent que des critères écologiques soient introduits dans la gestion des cantines et cuisines des institutions publiques ou subventionnées. Sont notamment concernés les crèches, les structures d'accueil parascolaires, les établissements médico-sociaux, les hôpitaux, les institutions psychiatriques, les établissements pénitentiaires, etc. Une motion dans ce sens sera déposée dans certaines communes ainsi qu'au Grand Conseil neuchâtelois.

Des recettes en vidéo

Des recettes du terroir mises en vidéo pour séduire les touristes: c'est l'idée de la nouvelle série de vidéos conçue par l'Office du tourisme du canton de Vaud. Le premier petit film amènera le curieux chez Blanchette qui raconte son expérience de vie autour du gâteau du Vully (recettes.24heures.ch). Les prochaines réalisations dévoileront les secrets des beignets des Brandons de Payerne ou encore les malakoffs de La Côte, produits qui, bien sûr, ont le goût du terroir.

24 Heures du 5 mars 2014
Communiqué par Pierrette Kirchner-Zufferey

Non au gaspillage alimentaire

Les Jeunes socialistes neuchâtelois viennent de déposer au secrétariat du Grand Conseil une motion populaire relative au gaspillage alimentaire. Ils veulent que les commerces d'alimentation soient obligés de donner leurs produits périmés mais consommables à des organisations à but social. Rappelons à ce sujet que deux millions de tonnes de nourriture en parfait état sont jetés chaque année en Suisse. Un gaspillage qui est une honte alors que des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont sous-alimentés dans le monde.

On ne joue pas avec la nourriture

Une initiative populaire demande l'interdiction de la spéculation sur les matières premières et les denrées alimentaires. Elle vient d'être déposée à Berne par la Jeunesse socialiste suisse avec 117'000 signatures. Il est temps d'en finir avec la spéculation qui enrichit les milliardaires et fait mourir de faim les peuples du tiers-monde.

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!

Faut-il une caisse-maladie publique?

Dans le courant de cet automne, nous serons appelés à nous prononcer sur l'initiative populaire demandant l'institution en Suisse d'une caisse-maladie publique. Actuellement, plus de 60 caisses se disputent la clientèle (rappelons que l'assurance-maladie est obligatoire) et se font une concurrence nuisible aux intérêts des assurés: frais administratifs élevés, salaire indécents des dirigeants (4 ou 5 fois plus qu'un conseiller fédéral!), croisières offertes aux collaborateurs pour les remercier de leur travail.

Avec l'argent des assurés, les caisses

vont dépenser des millions de francs pour nous convaincre que le système actuel est le meilleur. Elles vont même tenter de nous faire croire que la privatisation de l'assurance-maladie engendrera une diminution des prestations, ce qui n'est pas le cas.

Par souci d'objectivité, notre forum est ouvert aux partisans et aux adversaires de l'initiative. Nous avons sollicité les deux camps. Mais il nous reste de la place pour accueillir les contributions de nos lecteurs. Profitez-en!

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@bluewin.ch

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey,
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,
François Iselin, Aline Jaccottet, Pierre
Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith
Samba.

Administration et retours
L'Essor – Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.–
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 mai 2014
prochain forum : Faut-il une caisse-maladie publique?